

Fondation Heinrich Böll

S'engager est la meilleure façon de rester en contact avec la réalité

par Marilene de Paula

| Allemagne | Brésil |

traduit par Déborah Spatz

Dans les années 1980, lorsque j'étais adolescente, beaucoup de films parlaient de la fin du monde. L'apocalypse nucléaire était une réalité proche. L'un des films qui m'a le plus marqué, à cette époque, a été « Le Jour d'après », de 1983, qui racontait l'histoire des personnages qui vivaient l'apocalypse nucléaire et ça a été l'un des plus vus cette année-là. La tragédie nucléaire de Tchernobyl, ayant eu lieu en 1986, a rendu les inquiétudes réelles. À partir de ce moment, la lutte contre l'énergie nucléaire est devenue un sujet clé pour de nombreux mouvements pacifistes. L'insécurité et en même temps, et peut être à cause de ça, la recherche du nouveau, des libertés, a forgé une nouvelle génération avec des demandes de droits. Et en effet, quelque chose se transformait rapidement.

On vivait dans notre pays la fin de la dictature militaire et le recommencement de la démocratie, même fragile. Mais c'est justement à ce moment-là que sont arrivés de nouveaux acteurs politiques, ainsi que de nouvelles formes de voir les problèmes du monde. Une société civile brésilienne renouvelée avec de nouveaux partis politiques, la floraison des ONG et des mouvements sociaux, dans une expérience plus large des CEB (Communautés ecclésiastiques de Base)¹ Les Communautés ecclésiastiques de Base (CEB) sont des organismes de l'Église Catholique. C'est en 1968 que la IIe Conférence des Évêques d'Amérique Latine, réunit à Medellin, en Colombie, a proposé la création des communautés, comme l'un de ses principaux instrument pastoral, réunissant la forme communautaire à l'option préférentiel par les pauvres. La Théologie de la Libération a donc été formulé. Les CEB sont nées dans une conjoncture socio-politique marquée par le régime militaire

autoritaire et par conséquent, la fermeture des canaux de participation politique. En réaction à cela, au nom des droits de l'Homme, la Conférence Nationale des Évêques du Brésil (CNBB) a donné une protection institutionnelles aux CEB et aux pastorales (Indigènes, de la Terre, Ouvrière, de la Jeunesse). Ainsi, dans les années 1970 et au début de la décennie suivante, beaucoup de secteurs sociaux se sont joints aux CEB dans leur espace d'action politique, même si elles n'ont pas arrêté d'être des espaces proprement religieux. Disponible sur

<http://www.fgv.br/cpdoc/acervo/dicionarios/verbete-tematico/comunidades-eclisiais-de-base-cebs#:~:text=As%20comunidades%20eclesiais%20de%20base,e%20a%20a%C3%A7%C3%A3o%20na%20sociedade. Consulté le 07/06/2020>) ont renforcé les anciens programmes, mais d'une nouvelle forme: raciale, avec le mouvement noir; agraire, avec le MST (Mouvement des Sans Terre); féministe, avec les mouvements de femmes: voilà quelques-unes des expérimentations qui, à ce moment-là, ont mobilisé les personnes, qui exigeaient des changements concrets.

De nouvelles forces politiques se construisaient, pas seulement au Brésil. En Allemagne, le mouvement environnemental et le mouvement pacifiste sont apparus avec des programmes contre l'énergie nucléaire, la protection des ressources naturelles et l'utilisation de l'énergie renouvelable comme alternative à l'énergie fossile. Les mouvements de femmes et les mouvements LGBT faisaient également partie de ce courant politique. Certains de leurs intégrants ont opté pour la fondation d'un parti politique dans les années 1980 et c'est dans ce contexte politique, fait de ces mouvements, que le Parti Vert allemand est né, obtenant des sièges définitifs au Parlement à ce moment-là et se consolidant dans les années 1990.

En Allemagne, un parti n'entre au Parlement qu'avec un minimum de 5 % des sièges, il a ainsi le droit de former une fondation pour agir national- et internationalement. Ces fondations sont un mélange entre des instituts de formation politique, *think tanks* et une coopération politico-financière. Elles travaillent avec de l'argent public et sont administrativement indépendantes des partis. Le Parti Vert a ainsi emprunté le nom de l'écrivain Heinrich Böll, Prix Nobel de littérature en 1972 et a créé sa fondation.

L'organisation compte aujourd'hui 33 bureaux internationaux et agit dans 60 pays. Au Brésil, avec une représentation à Rio de Janeiro, celle-ci agit depuis 20 ans. Mais que signifie avoir une fondation internationale agissant dans un pays ? Vues bien souvent

comme un corps étranger, la vie n'est pas toujours simple pour ces entités politiques. Peut-être que comprendre les mécanismes et l'idéologie de la démocratie et des droits humains nous aident à expliquer leur action. La Fondation fait partie d'une pensée politique qui a grandi durant les années pendant lesquelles la corrélation de forces dans une bonne partie des pays était un inconvénient pour les minorités et, une forme de parvenir à faire fonctionner la balance des droits est de renforcer la société civile, si importante pour le suivi, la dénonciation et le contrôle social des institutions de l'État, mais aussi des organisations privées.

Beaucoup des pays dans lesquels la Fondation agit ont légitimement élu des projets de populisme antidémocratiques, qui ne sont pas tournés vers l'élargissement et le renforcement des droits de l'Homme, bien au contraire. Les programmes féministes ou d'égalité entre les noirs et les blancs ou même de reconnaissance des savoirs et des droits des peuples et des populations traditionnels, pour en citer certains, sont vus comme des ennemis qui doivent être occultés des débats et des politiques publiques.

Ces gouvernements ont aussi systématiquement supprimé ou fragilisé les institutions. Apparemment tout semble fonctionner comme prévu, mais non. Le danger de ce rideau de fumée est de voir que par derrière, le Gouvernement avance vers la limitation des libertés d'expression et d'organisation. Il encourage l'ascension des milices armées dans la société - provoquant l'augmentation de la violence dans les conflits, à la campagne et dans les grandes villes, et renforce, à partir de son discours, des groupes radicaux intolérants. Des figures comme Donald Trump, le président des États-Unis, Viktor Orbán, en Hongrie et Jair Bolsonaro, au Brésil, sont devenus les icônes du moment politique que le monde traverse. Au Brésil, les symboles de projets historiquement anti-démocratiques sont utilisés: la croix gammée au bras des militants, les torches et les capuches blanches du Ku Klux

Klan² Disponible sur

<https://g1.globo.com/politica/noticia/2020/05/31/apoiadores-de-bolsonaro-realizam-ato-em-frente-ao-stf-com-tochas-e-mascaras.ghtml>. Consulté le 03/06/2020. (l'idéologie de la suprématie blanche dans toute son expression), l'assassinat continu et violent d'hommes noirs par la police, le patriotisme fanatique, le fondamentalisme religieux, la négation de la science, le discours violent contre les organisations de la société civile) sont malheureusement devenus quotidiens au Brésil.

Ces dernières années, la Fondation a continué son travail de soutien à la société civile sur des thèmes qui, selon nous, sont fondamentaux pour la consolidation de la démocratie et de droit de l'Homme, au Brésil. Dans le domaine de la justice environnementale, le moment est très délicat. Le discours du ministre de l'Environnement, Ricardo Sales, le 22 avril 2020, lors d'une réunion interministérielle affirmant que, pendant que les projecteurs des médias étaient tournés vers la pandémie de Covid19, il était temps de « faire passer le troupeau » et de simplifier les lois et les règlements, renforce le fait que la flexibilisation de la législation environnementale brésilienne³ En savoir plus sur la flexibilisation de la législation environnementale sur le dossier Web de la Fondation Henrich Böll, disponible sur: <http://www.br.boell.org/pt-br/dossie-flexibilizacao-da-legislacao-socioambiental-brasileira-2-edicao>. Consulté le 19/05/2020 est aujourd'hui une politique du gouvernement, qui répond aux intérêts du domaine des industries agricoles et minières. Les peuples et les populations traditionnels, gardiens des biomes brésiliens, comme l'Amazonie, le Cerrado et la Mata Atlântica, sont vus par ces groupes comme des inconvénients au progrès et doivent être mis de côté, quel qu'en soit la manière. À cela s'ajoute les démantèlements dans les organes de contrôle et la protection de l'environnement, comme à l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA) et à l'Institut Chico Mendes de Conservation de la Biodiversité (ICMBio). Alors que les incendies ont explosé en Amazonie, l'IBAMA a appliqué un tiers en moins d'amende en 2019, par rapport à l'année précédente. C'est le nombre le plus faible depuis 24 ans⁴ Sous Bolsonaro, les amendes environnementales ont baissé de 34 %, atteignant leur plus bas niveau en 24 ans. Folha de São Paulo, 09/03/2020. Disponible sur <https://www1.folha.uol.com.br/ambiente/2020/03/sob-bolsonaro-multas-ambientais-caem-34-para-menor-nivel-em-24-anos.shtml>. En février 2020, le président Jair Bolsonaro a aussi signé un projet de loi qui régit l'exploitation minière et la génération d'énergie électrique sur les terres indigènes.

Ces disputes ont provoqué, d'après Frontline Defenders, en 2019, l'assassinat de 23 activistes⁵ GALVANI, Giovana. Le rapport de Frontline Defenders qui indique que les morts ont lieu, principalement, a cause de conflits agricoles, des droits indigènes et l'environnement. Carta Capital, 14/01/2020. Disponible sur <https://www.cartacapital.com.br/sociedade/brasil-foi-o-4o-pais-que-mais-matou-ativistas-de-d>

ireitos-humanos-em-2019/. Consulté le 11/05/2020, au Brésil. La dispute pour des zones rurales et indigènes, en plus d'affrontements pour des raisons environnementale, ont été responsables de 40 % des assassinats. Comment faire face à la violence contre les défenseurs des droits de l'Homme ? La société civile a donné l'alerte à la société mondiale et aux organisations internationales à propos de ce qui se passe au Brésil. En Amazonie, la Fondation soutient l'*advocacy* [la défense des droits] d'organisations qui sont sur la ligne de front avec les défenseurs des droits exigeants des droits territoriaux. Les plus affectés ont construit collectivement des stratégies de protections, des liens de solidarité politique et sociale se sont renforcés. De nouveaux groupes d'activistes formés majoritairement par des jeunes, les collectif.ve.s, sont apparus pour durer, et apportent de nouvelles stratégies d'affrontement et de lutte pour les droits. Black Lives Matter, Nós for Nós [Nous pour Nous], #AgoraÉQueSãoElas [#MaintenantCeSontElles], les mandats collectifs⁶ Le système de mandat collectif ou de mandat partagé consiste en l'intervention directe de la population dans les prises de décisions d'un représentant politique durant son mandat. Pour en savoir plus: <https://www.politize.com.br/mandato-coletivo/>. Consulté le 10/05/2020 et tant d'autres qui sont apparus à partir des actions collectives, venus de très bas. Ils ont ainsi permis l'élargissement des manifestations contre la violence de l'État, en d'autres termes, alors même que la nécro-politique⁷La « nécro-politique » est un concept développé par le philosophe noir, historien, théoricien politique et professeur universitaire camerounais Achille Mbembe qui, en 2003, a écrit un essai remettant en question les limites de la souveraineté lorsque l'État choisit qui doit vivre et qui doit mourir. Pour Mbembe, quand on nie l'humanité de l'autre, n'importe quelle violence devient possible, des agressions, jusqu'à la mort ». Pour en savoir plus <https://ponte.org/o-que-e-necropolitica-e-como-se-aplica-a-seguranca-publica-no-brasil/>. Consulté le : 30/03/2020. s'intensifie, les personnes donnent leurs réponses. À Rio de Janeiro, à partir de la construction conjointe et des soutiens de la Fondation, les organisations des droits de l'Homme et les collectifs de favelas, nous avons réussi à contribuer au renforcement de ces processus autonomes de défense des droits et contre la militarisation des territoires populaires et l'assassinat des personnes noires. Plus récemment, un exemple a été le lancement, avec des chercheurs, des journalistes et des organisations de Droits de l'Homme, de publications qui comptent les opérations de police à Rio de Janeiro et le suivi des destructions et des morts provoqués⁸HIRATA, Daniel & GRILLO, Carolina G. Operações policiais no Rio de Janeiro. Fundação Heinrich Böll, 2019.

Disponible sur: <https://br.boell.org/pt-br/2019/12/21/operacoes-policiais-no-rio-de-janeiro>. Consulté le 01/06/2020. . Le soutien des institutions internationales financières à la société civile est, en ce moment, une contribution importante, alors que les forces conservatrices fondamentalistes sont si fortes.

La société civile brésilienne est l'une des plus consolidées et actives du monde, une référence lorsque l'on parle des demandes qui ont engendré des politiques publiques effectives, comme celle des quotas dans les universités publiques, les secrétariats pour la promotion des droits des femmes, un revenu de base pour les personnes des classes sociales inférieures, entre autre. Ce qui devrait être une fierté pour la jeune démocratie brésilienne, est devenu, ces dernières années, quelque chose qui empêche le développement. Le rétrécissement des espaces de participation sociale, la criminalisation des activistes et des institutions, les campagnes de diffamation sur les réseaux sociaux et l'assassinat d'activistes sont un phénomène global provoqué par des groupes dont les intérêts sont contestés. Au Brésil, depuis 2016, un Projet de Loi (PL 5.065/2016) existe pour exclure du débat la Loi Antiterroriste (Lei 13.260/2013), paragraphe qui maintient le droit de manifestation des mouvements sociaux et des organisations, pour criminaliser l'action de ces organisations. Contré par les partis de gauche, celle-ci et d'autres mesures sont une inquiétude constante. Un autre phénomène est la criminalisation bureaucratique, dans laquelle les actions d'une institution peuvent être rendues plus difficiles par les exigences de nouveaux impôts, ou même par la paralysation ou le retard d'envoi d'argent venu de leurs soutiens à l'étranger.

Tout au long de ces 20 ans, la Fondation a soutenu des centaines d'organisations et de mouvements, dans plusieurs états brésiliens. Ce sont des projets de divers formes, de l'action de résistance des Raizeiras du Cerrado⁹ <http://www.pacari.org.br/>, qui pratiquent la médecine traditionnelle à partir de l'utilisation de la biodiversité locale comme alternative concrète et la valorisation des modes de vie et des savoirs locaux, face à l'économie verte, jusqu'aux mouvements sociaux contre l'exploitation minière aveugle des territoires. La promotion des droits des femmes est aussi fondamental dans le travail de la Fondation. Nous soutenons à Recife (SOS Corpo¹⁰ <https://soscorpo.org/>), à Brasilia (CFEMEA¹¹ <https://www.cfemea.org.br/>) et à São Paulo (SOF¹² <https://www.sof.org.br/>) des organisations de femmes qui promeuvent des débats et l'incidence parlementaire sur la

question des droits sexuels et reproductifs des femmes et contre la violence. À Bahia, nous soutenons l'incidence de groupes locaux de femmes noires contre le racisme et la violence.

La Fondation Böll, en plus du soutien financier aux organisations, contribue également à mener les voix critiques de la société civile brésilienne vers un soutien public plus ample, principalement celui venu d'Allemagne. En plus, elle construit, en partenariat avec ses alliés, des débats politiques, incluant les savoirs des différents lieux du monde. Par exemple, elle réalise des débats et soutient des propositions autour de la constatation du fait qu'il n'est pas possible de continuer à exploiter les ressources naturelles de manière irresponsable et prédatrice. La profonde crise environnementale que nous vivons doit faire reculer les fausses solutions, comme l'industrie agricole, l'utilisation des pesticides, le paiement des services environnementaux, etc. Depuis trois ans, nous lançons une série de publications (Atlas de la Viande et Atlas de l'Industrie Agricole¹³ Livres: Atlas do Agronegócio - fatos e números sobre as corporações que controlam o que comemos. Fundação Heinrich Böll, 2018. Disponible sur: <http://www.br.boell.org/pt-br/2018/09/04/atlas-do-agronegocio-fatos-e-numeros-sobre-corporacoes-que-controlam-o-que-comemos>; Atlas da carne - fatos e números sobre os animais que comemos. Fundação Heinrich Böll, 2016. Disponible sur: <http://www.br.boell.org/pt-br/2016/09/06/atlas-da-carne-fatos-e-numeros-sobre-os-animais-que-comemos>; Isto não é (apenas) um livro de receitas - é um jeito de mudar o mundo. Fundação Heinrich Böll & Instituto Comida do Amanhã, 2019. Disponible sur: <http://www.br.boell.org/pt-br/2019/07/03/isto-nao-e- apenas-um-livro-de-receitas-e-um-jeito-de-mudar-o-mundo>.) à propos de la chaîne alimentaire de la viande et le rôle de l'industrie agricole comme concentration des terres et provocateur de conflits socio-environnementaux, réaffirmant que manger est un acte politique et nous devons repenser ce que nous mettons dans nos assiettes.

Les partenaires de la fondation nous racontent qu'ils entendent, parfois, des phrases sur le fait que la lutte pour les droits semble être, pour beaucoup, une perte de temps. Mais ce n'est pas le cas. Beaucoup des acquis obtenus à partir de la lutte des groupes spécifiques bénéficient à tous. Les quotas pour les noirs, les indigènes et les personnes handicapées

dans les universités publiques en sont l'exemple, puisqu'elles rendent possible l'éducation universitaire de milliers d'étudiants. Selon l'IBGE [Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques], en 2018, les noirs et les métisses représentaient, pour la première fois, la majorité dans les universités publiques, 50,3%¹⁴ Disponible sur: <https://oglobo.globo.com/sociedade/educacao/negros-sao-maioria-pela-primeira-vez-nas-universidades-publicas-aponta-ibge-24077731>. Consulté le: 07/06/2020..

Il y a eu également plusieurs réussites législatives du programme féministe, comme la promulgation de la Loi Maria da Penha (Loi n°11.340/2006), celle contre le féminicide (Loi n°13.104/2015), celle de l'importunité sexuelle féminine qui est désormais considérée comme un crime (Loi n°13.718/2018). La liste est longue. Toutes les conquêtes n'auraient pas eu lieu s'il n'y avait pas eu des personnes, des institutions, des parlementaires, des demandes de droits et des améliorations pour ces populations. Oui, elles peuvent être améliorées, peut-être ne sont-elles pas parvenues à atteindre tous ceux à qui nous avons pensé, elles pourraient être élargies, mais elles existent et nous devons lutter chaque jour pour cette amélioration. Dans un quartier, une ville, une institution dans laquelle les personnes sont organisées, connectées aux questions des droits de l'Homme, les changements arrivent plus rapidement. Celui ou celle qui dit: « nous n'avons rien à voir avec ça » est quand même affecté et récolte les fruits de ces initiatives.

Mais la vie n'est pas si simple. Presque rien ne l'est, en réalité. Une grande leader, la féministe anti-raciste américaine, Angela Davis, nous alerte: « dans une société raciste, il ne suffit pas de ne pas être raciste. Il est nécessaire d'être anti-raciste ». Dans le cas brésilien, alors, elle a tout à fait raison. Heinrich Böll a dit la phrase qui, pour moi, reflète une partie constitutive de l'idéal de la Fondation: « S'engager est la meilleure façon de rester en contact avec la réalité ». Ils exigent de nous que nous pensions à des solutions au-delà de la société individualisée et consommatrice dans laquelle nous vivons.

traduit par Déborah Spatz

